



Scott Ritter : Sur la route de l'enfer

Par [Scott Ritter](#)

Mondialisation.ca, 02 septembre 2024

[Consortium News](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Analyses: [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

Les administrations américaines successives ont renoncé au contrôle des armements en faveur du maintien de l'avantage stratégique américain sur des adversaires réels et/ou imaginaires.

Cela se fait en adoptant des stratégies d'emploi des armes nucléaires qui s'écartent de la simple dissuasion pour se transformer en combats à tous les niveaux du conflit, y compris dans des scénarios n'impliquant pas de menace nucléaire.

À l'heure où les États-Unis prônent des politiques exacerbant des niveaux de tension déjà élevés avec leurs adversaires dotés de l'arme nucléaire, la Russie et la Chine, l'administration Biden a approuvé un nouveau plan d'emploi nucléaire qui augmente, plutôt que de diminuer, la probabilité d'un conflit nucléaire.

Si elle n'est pas maîtrisée, cette politique ne peut avoir qu'une seule issue possible : l'annihilation nucléaire totale de l'humanité et du monde dans lequel nous vivons.

Une chose intéressante s'est produite sur la route d'Armageddon.

En janvier 2017, le vice-président de l'époque, Joe Biden, [s'exprimant devant la Fondation Carnegie pour la paix internationale](#), a mis en garde contre les dangers inhérents à l'augmentation du financement des armes nucléaires et, par extension, à l'accroissement de leur importance.

« Si les budgets futurs inversent les choix que nous avons faits et injectent de l'argent supplémentaire dans un renforcement du nucléaire », a déclaré Biden – faisant référence aux politiques de l'administration Obama qui comprenaient la garantie du nouveau traité START limitant la taille des arsenaux nucléaires américain et russe – « cela rappelle la guerre froide et ne fera rien pour améliorer la sécurité quotidienne des États-Unis ou de nos alliés. »

Plus tard, en 2019, Biden, désormais candidat à la présidence, a commenté la décision prise par le président Donald Trump de déployer deux systèmes de missiles – un missile de croisière encore en développement et le missile balistique lancé par sous-marin Trident déployé à bord des sous-marins de classe Ohio de la marine américaine – armés d'une nouvelle ogive nucléaire à faible rendement.

« Les États-Unis n'ont pas besoin de nouvelles armes nucléaires », a déclaré Biden dans une

réponse écrite à [questions posées par le Conseil pour un monde viable](#)« Notre arsenal d'armes actuel... est suffisant pour répondre à nos besoins en matière de dissuasion et d'alliance. »

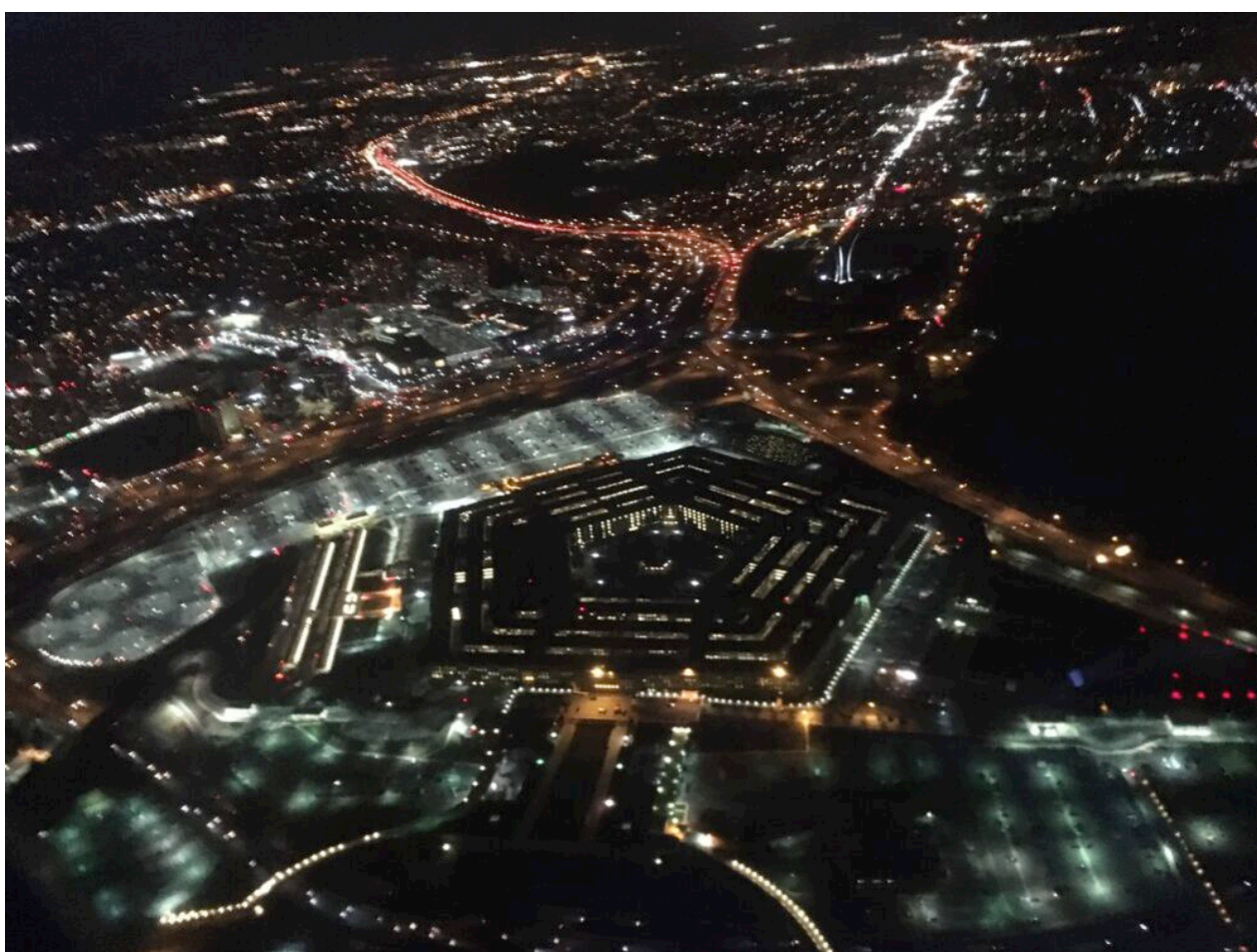
Dans un article publié dans [le numéro de mars/avril 2020 de Affaires étrangères](#) le candidat Biden s'est engagé à « renouveler notre engagement en faveur du contrôle des armements pour une nouvelle ère », notamment en s'engageant à « poursuivre une extension du nouveau traité START, un point d'ancrage de la stabilité stratégique entre les États-Unis et la Russie, et à l'utiliser comme base pour de nouveaux accords de contrôle des armements ».

Biden a ensuite déclaré que « le seul but de l'arsenal nucléaire américain devrait être de dissuader - et, si nécessaire, de riposter - à une attaque nucléaire. En tant que président, je m'efforcerai de mettre cette conviction en pratique, en consultation avec l'armée américaine et les alliés des États-Unis. »

Biden a battu Trump lors de l'élection présidentielle de 2020 et, le 21 janvier 2021, il a prêté serment en tant que 46e président des États-Unis.

Et puis...plus rien.

Copie de la frappe préventive de Trump



Vue aérienne du Pentagone la nuit. (Joe Lauria)

En mars 2022, après de nombreuses spéculations sur la question de savoir si Biden tiendrait ou non sa promesse de mettre en œuvre une politique nucléaire à « objectif unique »,

l'administration Biden a publié le [Édition 2022 de la Revue de la Posture Nucléaire](#) (NPR), un document mandaté par le Congrès qui décrit la stratégie, la politique, la posture et les forces nucléaires des États-Unis à l'appui de la stratégie de sécurité nationale (NSS) et de la stratégie de défense nationale (NDS).

C'était une copie presque conforme de la [Février 2018 NPR](#) publié par l'administration Trump, y compris un texte consacrant comme doctrine la capacité des États-Unis à utiliser des armes nucléaires de manière préventive, même dans des scénarios n'impliquant pas de menace nucléaire.

En décembre 2022, lors d'une réunion du personnel impliqué dans la négociation et la mise en œuvre du traité historique de 1987 sur les forces nucléaires intermédiaires, un haut responsable du contrôle des armements de l'administration Biden a été interrogé par un contrôleur des armements chevronné sur les raisons pour lesquelles Biden s'était retiré de son engagement concernant la doctrine du « seul but ».

« L'agence interinstitutionnelle n'était pas prête à cela », a répondu ce responsable.

L'« inter-agences » auquel le responsable faisait référence est un amalgame de départements et d'agences, composé de fonctionnaires de carrière non élus et de professionnels militaires qui servent d'exécuteurs de la politique concernant l'entreprise nucléaire américaine.

C'était un aveu surprenant et extrêmement décevant de la part d'un fonctionnaire dont le serment d'office le liait au principe constitutionnel fondamental de l'autorité exécutive et du contrôle civil de l'armée.

Biden avait, avant même d'avoir prêté serment, reçu des objections concernant toute modification de la doctrine nucléaire des États-Unis.

En septembre 2020, l'amiral Charles Richard, commandant du commandement stratégique américain, responsable de l'arsenal nucléaire américain, a averti que « nous sommes sur une trajectoire qui nous mènera, pour la première fois dans l'histoire de notre nation, à affronter deux concurrents dotés de capacités nucléaires équivalentes ». Richard faisait référence aux arsenaux nucléaires de la Russie et de la Chine.

Une fois devenu président, Biden s'est immédiatement retrouvé confronté à deux défis majeurs pour lesquels il était mal équipé : la crise russo-ukrainienne et l'affirmation par la Chine de ses intérêts nationaux sur Taïwan et la mer de Chine méridionale.

Ces deux accords impliquaient la possibilité d'une escalade militaire pouvant conduire à un conflit direct entre l'armée américaine et ses homologues russe et chinoise, tous deux incluant la possibilité d'une guerre nucléaire.

Le lancement par la Russie de son « opération militaire spéciale » contre l'Ukraine, en février 2022, a entraîné un risque inhérent d'escalade avec l'OTAN, conduisant à des menaces russes sur la possibilité d'une utilisation d'armes nucléaires si l'OTAN décidait d'intervenir directement en Ukraine.

Et un rapport du Pentagone de novembre 2022 prévoyait que la Chine augmenterait son arsenal nucléaire d'environ 400 armes à plus de 1,500 2035 d'ici XNUMX.

Le nouveau traité START limite le nombre d'ogives nucléaires déployées à 1,550 XNUMX pour les États-Unis et la Russie. Le traité a été négocié sur le principe de réciprocité bilatérale.

Alors que les États-Unis sont confrontés à un arsenal nucléaire chinois potentiel de 1,500 XNUMX armes et à un arsenal russe existant d'environ le même nombre, il était clair que, si rien n'était fait, les États-Unis allaient se retrouver dans une position désavantageuse en ce qui concerne leurs forces nucléaires stratégiques.

Alors que le NPR fournit une déclaration de politique générale concernant l'arsenal nucléaire américain, il existe deux autres documents – les Orientations du Président pour l'emploi nucléaire et les Orientations du Secrétaire à la Défense pour la planification et la posture de l'emploi des armes nucléaires – qui dirigent la planification de l'emploi réel des armes nucléaires conformément à la politique nationale.

Le dernier document d'orientation sur l'emploi dans le secteur nucléaire, [publié dans 2019](#), a répondu au NPR de 2018. Cette orientation a pleinement intégré la nouvelle ogive nucléaire à faible rendement W-76-2 dans les plans d'emploi nucléaire des États-Unis. Il en a fait de même pour la nouvelle génération de bombes à gravité B-61 qui constituent la force de dissuasion nucléaire de l'OTAN.

Les plans d'emploi, qui étaient basés sur le concept de « l'escalade à la désescalade » (c'est-à-dire qu'en utilisant une petite arme nucléaire, les États-Unis et l'OTAN dissuaderaient la Russie de procéder à une escalade par crainte de provoquer un échange nucléaire généralisé).

En bref, les plans de guerre nucléaire américains prévoyaient l'emploi localisé d'armes nucléaires contre une menace russe et chinoise.

Ce plan de guerre nucléaire américain était fondé sur la capacité à dissuader l'escalade nucléaire russe et à dissuader ou vaincre la force nucléaire chinoise en utilisant le nombre d'ogives nucléaires autorisé par les plafonds mis en œuvre par le nouveau traité START.

Face à une Chine nucléaire plus forte

Cependant, l'administration Biden est désormais confrontée à la possibilité et/ou à la probabilité d'une force nucléaire stratégique chinoise beaucoup plus importante et capable de survivre à une première frappe américaine limitée et de livrer une charge nucléaire destructrice pour la nation sur le sol américain en représailles.

Pour s'adapter à cette nouvelle réalité, les États-Unis devraient attribuer à la Chine les ogives nucléaires actuellement dirigées contre la Russie. Cela nécessiterait non seulement que les États-Unis établissent des listes de cibles révisées pour la Russie et la Chine, mais aussi qu'ils repensent leurs stratégies de ciblage en général, en privilégiant la destruction physique maximale plutôt que l'impact politique.

Plus dangereux encore, les États-Unis devraient envisager des stratégies d'emploi maximisant l'élément de surprise pour garantir que toutes les cibles soient touchées par les armes désignées. Cela nécessiterait un changement dans la posture de préparation et les

zones de déploiement opérationnel des forces nucléaires américaines.

L'augmentation de la préparation implique la nécessité de faire preuve de vigilance face à toute tentative de préemption par un adversaire nucléaire potentiel, ce qui signifie que les forces nucléaires américaines seront placées dans un état d'alerte plus élevé.

En bref, le risque d'une guerre nucléaire, involontaire ou non, est devenu exponentiellement plus grand.

En mars, l'administration Biden aurait publié un nouveau document d'orientation sur l'emploi dans le secteur nucléaire reflétant cette réalité.

Nulle part dans ces directives il n'est envisagé d'utiliser le contrôle des armements comme moyen de gérer l'équation nucléaire, soit en prolongeant le traité New START, soit en travaillant avec la Chine pour empêcher une percée nucléaire chinoise.

Les États-Unis semblent plutôt s'inquiéter de l'érosion de la dissuasion nucléaire qui résulterait du détournement d'armes destinées à des situations non chinoises. Dans cette optique, la solution au problème réside dans la multiplication des armes nucléaires, et non leur diminution.

C'est pourquoi les États-Unis vont laisser expirer le nouveau traité START en février 2026. Une fois le traité abrogé, le plafond du nombre d'ogives déployées expirera également, et l'establishment nucléaire américain sera en mesure de développer l'arsenal nucléaire opérationnel américain de manière à disposer de suffisamment d'armes pour chaque cible désignée.

Le monde devient un endroit très dangereux.

Les armes nucléaires offrent l'illusion de la sécurité.

En laissant la posture nucléaire américaine évoluer d'une position de dissuasion vers une position de combat, tout ce que nous garantissons, c'est qu'un jour, les États-Unis finiront par utiliser des armes nucléaires.

Et puis nous mourrons tous.

Nous sommes littéralement sur une autoroute vers l'enfer.

Scott Ritter

Article original en anglais : [SCOTT RITTER: On a Highway to Hell](#), Consortium News, le 2 septembre 2024.

Version française : [Consortium News](#).

*

Scott Ritter est un ancien officier du renseignement du Corps des Marines des États-Unis

qui a servi dans l'ex-Union soviétique pour mettre en œuvre des traités de contrôle des armements, dans le golfe Persique lors de l'opération Tempête du désert et en Irak pour superviser le désarmement des armes de destruction massive. Son livre le plus récent est Le désarmement à l'époque de la perestroïka, publié par Clarity Press.

La source originale de cet article est [Consortium News](#)

Copyright © [Scott Ritter](#), [Consortium News](#), 2024

Articles Par : **[Scott Ritter](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca